



*Au service
des peuples
et des nations*

**Programme des Nations Unies pour le Développement
Madagascar**

**Stabilisation des populations rurales à travers des systèmes de
gestion durable et de gouvernance locale des terres dans le sud de
Madagascar (SLM)
Rapport annuel – 2013**

Award ID : 00058335

Durée du projet: 4 ans

Effet UNDAF: 4. Les conditions de vie et la productivité des populations rurales des zones ciblées sont améliorées

Effet CPAP: 4.2. L'environnement est protégée dans et autour des zones de conservation ciblées

Total Budget: 1 357 000 USD (GEF : 907 000 USD – PNUD : 300 000 USD – WWF : 150 000 USD)

Agence de mise en œuvre: WORLD WILDLIFE FUND FOR NATURE (WWF)

Liste de distribution aux parties prenantes

1. MEF
2. PNUD
3. COMITE DE PILOTAGE

[Handwritten signatures and initials]

Synthèse du rapport annuel

Projet (Award) N°: 00058335
Titre du projet/programme : Stabilisation des populations rurales à travers des systèmes de gestion durable et de gouvernance locale des terres dans le sud de Madagascar (SLM)

Période : Janvier 2013 au Décembre 2013

1. Budget

Budget annuel du projet (USD) : 404 653.72 % cumulé Delivery : 98%

2. Mise en œuvre des activités

Output 1: Des connaissances seront générées et exploitées pour élaborer des systèmes de gestion de la terre et du bétail qui augmentent la productivité tout en réduisant la dégradation des terres et les conflits sur les ressources

- Réalisations marquantes dans cet Output :
Durant la campagne agricole 2012-2013 qui s'étend jusqu'en septembre 2013, une cinquantaine de parcelles de test dont la surface totale est 29 hectares ont été mises en place par 15 groupements de paysans dans les 5 communes d'intervention. Des nouvelles techniques agricoles telles que le « basket compost » de manioc, semis direct sous couverture végétale, etc. ont été testées par les groupements de paysans. Aux environs de 542 paysans dont 38% sont des femmes ont activement participé à ces tests.
La deuxième campagne de test a été lancée en début octobre avec à peu près 420 paysans individuels dont 218 femmes, qui la plupart ont participé à la première campagne de test en parcelles communautaires.
Quatre (4) fermes écoles ont été installées dont une sur l'aviiculture. La Direction Régionale de l'Elevage (DREI) Atsimo Andrefana a établi pour le test du modèle SLM un document cadre pour le test des parties liées à l'élevage.
En étroite collaboration avec l'ONG FAFIALA, des parcelles de test de mûrier et de ricin ont été mises en place par les 4 groupements de tisserandes dans la commune d'Ankilizato. L'idée est de relancer la sériciculture dans cette zone afin d'approvisionner en soie les tisserandes.
Pour chaque activité génératrice de revenu (AGR) priorisée techniquement par les bénéficiaires, un business plan assorti d'un plan de renforcement de capacité ont été établi. Ces documents serviront de base pour tout individu ou groupement intéressé à investir dans ces filières.
En collaboration avec le Département de la Science de la Terre (DST) de l'Université d'Antananarivo, une analyse détaillée de la dynamique des formations dunaires de la zone littorale (communes rurales d'Androka et de Marolinta) a été effectuée – cette étude a permis d'évaluer l'étendue du problème avec les dunes, avec une projection dans le futur. Un document cadre stratégique a été développé ensuite pour le contrôle et la gestion de ces dunes. Le document est en phase de validation auprès des deux Directions Régionales de l'Environnement et des Forêts (DREF Atsimo Andrefana et Androy).
- Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :
Avec des partenaires techniques clés tels que le Groupement de Semis Direct de Madagascar (GSDM) et la FOFIFA qui sont des institutions de référence pour l'agriculture de conservation et d'autres partenaires tels que le Centre de Multiplication de Semence (CMS) de Sakay et la Direction de la Protection des Végétaux (DPV), une évaluation technique et opérationnelle a

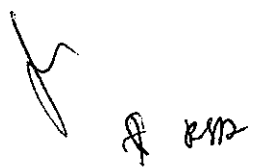
été effectuée afin de formuler les orientations d'affinage du modèle SLM. Sur la base des éléments issus de ces évaluations, l'équipe de mise en œuvre du projet ont planifié le second test en priorisant les itinéraires adaptés au milieu et aux paysans. Suite au résultat des analyses expertes d'un économiste rural, la ferme avicole a été abandonnée car l'intervention au niveau de la production n'est pas rentable, voire déficitaire, en ce qui concerne le poulet gasy – l'intervention est plutôt recommandée au niveau de la mise en marché.

Output 2: Des politiques locales et nationales facilitant le SLM sont formulées et adoptées d'une manière participative à tous les niveaux

- Réalisations marquantes dans cet Output :
Le bilan diagnostic de l'EASTA PRO Bezaha a été réalisé sous le lead du Service de la Formation Agricole (SFA) du Ministère de l'Agriculture avec un appui du Programme FORMAPROD financé par le FIDA. Le rapport est toujours en cours de finalisation. Le bilan diagnostic a été suivi d'un atelier régional qui a permis de consulter différents partenaires sur le centre de formation. Une conférence nationale sur la rénovation de la formation agricole a été tenue en juin 2013.
Une analyse des normes sociales sur la gestion des ressources naturelles et des terres a été effectuée avec l'ONG EFA. Un document cadre stratégique sur l'amélioration éventuelle des normes en question a été développé par cet ONG. Ces documents sont en cours de validation avant la mise à disposition aux bénéficiaires.
- Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :
Cet output est le plus affecté par la situation politique et la tenue des élections étant donné que les actions planifiées touchent à des sujets délicats telles que la réforme des normes, la révision des PCD, la gestion de la migration, etc. que nombreux dirigeants politiques locales évitent d'aborder publiquement en cette période. Même le PNUD, a exprimé, sa réticence à aborder ces sujets en cette période.

Output 3: Les institutions et les individus ont les capacités pour soutenir et appliquer le SLM au niveau local, régional et national.

- Réalisations marquantes dans cet Output :
Trois centres d'échanges pour les paysans (CEP) sont installés dans les communes d'Ampanihy, d'androka et de Maniry. Les bâtiments, dont le plan a été approuvé par les représentants des bénéficiaires et du Gouvernement au niveau local, ont été construits avec du retard vu que le premier appel d'offre a été infructueux. Les terrains sur lesquels les CEP sont installés ont été donnés par des familles locales au Ministère de l'Agriculture: les actes de donation avec les PV de délibération communale ont été transmis à la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR) pour régularisation foncière. Les mobiliers et les équipements sont pratiquement tous acquis et attendent leur installation en premier trimestre 2014. Les Agents de Contact Local (ACL), des jeunes volontaires de l'Association Inter Communale du Plateau Mahafaly (AICPM) sont en place pour la gestion et l'animation au sein des CEP. Les négociations sur la gestion dans le futur de ces CEP ont été entamées entre la DRDR et l'AICPM.
Un sondage sur la connaissance sur la dégradation des terres et la gestion durable des terres a été effectué avec des enquêteurs locaux. Les résultats sont disponibles mais la sélection du consultant pour compiler et analyser les données a été infructueuse. Cela sera réalisé en 2014 dans le cadre de la pérennisation des acquis.
Des représentants de paysans de chaque commune ont bénéficié d'une visite échange formative dans la Région de Boeny et d'Alaoatra Mangoro en juillet-Août 2013. Différents thèmes tels que la riziculture améliorée, l'élevage bovin et le petit élevage, l'agriculture de conservation, la protection des bassins versants et la gestion des ressources en eau pour la



production ont été traité durant ces visites. Un document de capitalisation de la visite est en cours de production.

Différents outils et canaux de communication ont été exploités tout au long de l'année pour accompagner le test et pour renforcer la capacité des acteurs en termes de gestion durable des terres : tournée théâtrale, émissions radiophoniques, célébration au niveau locale des journées mondiales de l'environnement et de la lutte contre la désertification, production de T-shirt, etc.

Le projet a participé à un concours sur les efforts de mise en place d'un système de gestion durable de bassins versants à travers un affinage spécifique du modèle SLM. Un award auprès de la Swiss Re Foundation, d'un montant de 150 000 USD, a été gagné pour renforcer l'effort du projet dans la protection et la gestion des bassins versants de Manakaravavy dans la commune de Maniry.

Le projet et le PNUD ont participé à une conférence internationale sur la conservation du sol en Colombie. Des partenariats sont en cours de développement suite à cette participation.

- Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :

Le plan de renforcement de capacité des groupements des paysans testeurs a été établi avec les groupements et tiennent aussi compte des nombreuses demandes en RC parvenues aux CSA. Ils en sont tous très satisfaits. Deux vagues de formation en vie associative ont été réalisées en Q2-Q3 et en Q4. Cela a touché tous les groupements ainsi que les nouveaux groupements. Régulièrement, le projet effectue une évaluation des groupements partenaires afin de mieux affiner le plan de renforcement de capacité. L'échange de savoirs se passe surtout entre les membres des groupements de paysans. Au moins 2 fois par semaine, ces paysans ont ce genre d'échange.

En mai, des séances d'animations ont été organisées autour des parcelles de test et démonstration pour des échanges externes. Les paysans sont satisfaits car depuis l'existence du projet, ils ont appris beaucoup de choses/technologies nouvelles sur l'Agriculture à travers les agents de terrain, les documents, les projections de films, etc.

Output 4: Le projet est géré avec efficience et un bon ratio coût/efficacités grâce à une gestion adaptative et un bon système de suivi-évaluation

- Réalisations marquantes dans cet Output :

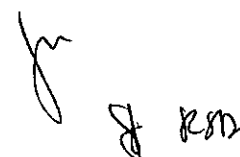
Le PNUD a effectué la micro-évaluation de WWF pour évaluer la capacité de WWF à gérer des fonds et identifier les éventuels risques dans la gestion des fonds. La micro-évaluation a démontré la forte capacité de WWF et la faiblesse des risques dans la gestion financière. Suite à cela, la décision a été prise par PNUD pour passer au mode de transfert de fonds appelé Harmonized Cash Transfer (HACT). L'équipe du projet ont reçu des renforcements de capacité sur ce nouveau modèle transfert de fonds. Le système HACT a été adopté en Q3.

La réunion ordinaire du Comité de Pilotage du projet a eu lieu à Ambovombe Androy le 30 septembre 2013 après une visite de terrain avec la Représentante Résidente du PNUD.

Le PIR pour 2013 a été effectué avec la satisfaction du GEF, de PNUD, du MEF et du WWF.

- Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :

Le staff est satisfait des moyens matériels à leur disposition sauf le temps de réaliser les activités car il y en a beaucoup trop, surtout que durant toute l'année, les périodes de disponibilité des fonds trimestriels ont été concentrées à une petite partie du trimestre. Le projet cherche toujours à améliorer sa manière de mener le projet pour que celui-ci soit coût-efficace. La confusion sur les indicateurs finaux pour évaluer le projet n'est pas toujours levée mais les indicateurs proposés lors du PIR 2012 ont été adoptés pour le PIR 2013. Le projet attend toujours l'évaluation à mi-parcours. Un PTA a été établi pour 2014 et a été proposé au PNUD et MEF. Seulement, le PNUD a jugé plus pertinent de clôturer avant termes le projet. Cette décision a été prise en décembre 2013.

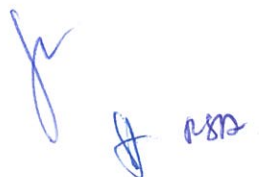


Nombre d'activités prévues pour l'année concernée : 56

- Nombre d'activités achevées : 14
- Nombre d'activités en cours : 15
- Nombre d'activités non commencées : 27

3. Les principaux problèmes rencontrés éventuels et les solutions trouvées

- (1) Lors des trois premiers trimestres de cette année 2013, les fonds trimestriels sont mis à la disposition du projet soit en fin du deuxième mois du trimestre soit en début du troisième mois – ce qui a réduit la période de disponibilité de fonds à un mois par trimestre alors que les procédures de PNUD exigent qu'au minimum 80% des fonds trimestriels alloués soient dépensés avant de pouvoir demander les fonds du trimestre qui suit. Ceci a obligé à chaque fois le projet à faire des gymnastiques financières à chaque fin de trimestre et cela a rendu très difficile le respect du budget prévisionnel et la mise en œuvre des activités. Vers la fin du Q2, le PNUD a procédé à la micro-évaluation de WWF et les résultats ayant été probants, le système de transfert de fonds appelé « Harmonized Cash Transfer » ou HACT a été adopté à partir de Q3. En Q4, le projet a pour une fois attendu un mois avant de recevoir les fonds du trimestre.
- (2) Des écarts par rapport aux termes du Document de projet ont été constatés depuis mai 2011. Les différentes tentatives de régularisation effectuées par le projet, soit auprès du PNUD, du MEF et du COPIL n'ont pas abouti car pendant un temps, tout le monde compte sur l'évaluation à mi-parcours pour analyser tous ces écarts et mieux orienter le recadrage. Mais jusqu'à présent, l'évaluation n'a pas eu lieu. A chaque revue conjointe, le projet ne manque aucune opportunité pour soulever ce problème. En Novembre 2013, le projet, à la demande du PNUD et du MEF a établi un état de ces points d'écart avec les pièces justificatives mais cela est resté sans suite.
- (3) Pour deux raisons, lors d'une réunion extraordinaire du COPIL restreint le 10 décembre 2013, le PNUD a sollicité l'avis des neuf participants sur la clôture du projet avant termes. Les raisons évoquées sont : (i) vu tous les nombreux problèmes encourus par le projet depuis le début, il est certain que le projet n'allait pas atteindre tous les objectifs fixés alors il est préférable de cesser d'investir dans le projet et (ii) les fonds du GEF alloués pour le projet étant pratiquement épuisé, le PNUD juge plus pertinent d'allouer les fonds dans d'autres projets/programmes vu que les sollicitations sont nombreuses et que les fonds ont bien diminué pour 2014. La clôture proposée est pour la Fin 2013, i.e. à vingt jours après cette réunion. Le WWF, pris au dépourvue par cette situation, a sollicité PNUD de revenir sur leurs décisions pour au moins laisser à WWF le soin de bien clôturer le projet (des actions en cours impliquent des partenaires et des communautés et la clôture aussi brusque du projet remet en question la pérennisation des investissements et les efforts effectués depuis le début du projet) et que dans le cadre de ce projet, WWF s'est engagé dans des contrats et conventions qu'il a besoin de rompre selon les lois en vigueur à Madagascar. Pour résoudre ces problèmes, PNUD et WWF se sont convenus qu'un Grant sera accordé à WWF pour que



WWF puisse procéder à une capitalisation des acquis du projet tout en terminant les différents engagements contractés dans le cadre du projet.

4. Perspectives d'améliorations éventuelles pour l'année prochaine

Non Applicable puisque le projet a été clôturé le 31 décembre 2013


5. Leçons apprises (Gestion de projet; Résultats; Ressources humaines; Etc.)

- Succès : *Décrire ce qui a bien marché et indiquer quels en étaient les facteurs.*

Il a été prévu cette année que les paysans testeurs participent à des visites-échanges thématiques et aussi à des formations pratiques. L'intersaison est la seule période où les paysans sont plus disponibles mais ce n'est pas une période adaptée pour les formations pratiques puisque les champs au sud pendant cette période sont nus. La collaboration avec la FOFIFA Nord-Ouest a permis de trouver une solution qui a très bien marché car les visites-échanges thématiques ont pu être combinées à des formations théoriques et pratiques sur différents thèmes et comme dans la plaine de Betsiboka, il y a plusieurs saisons de culture, les formations pratiques en milieu réel ont été possibles. Ce voyage dans le Boeny organisé par la FOFIFA a été une manière très efficace d'étendre la vision des paysans et aussi de les initier à des nouvelles pratiques plus productives et moins dévastatrices.

- Faiblesses : *Décrire ce qui n'a pas bien marché et indiquer quels en étaient les facteurs et les solutions recommandées.*

Le NGO-Execution, mode d'exécution du projet, est une pratique pas très courante au sein du PNUD. Ce fait a entraîné beaucoup d'hésitation et d'incertitude sur l'application des procédures : quand est-ce que les procédures de l'ONG (donc de WWF) s'appliquent et quand est-ce que ce sont celles du PNUD qui s'appliquent. Les règles changent selon les interlocuteurs et cela a entraîné des pertes de temps énormes et des frustrations de tous les côtés. A part le Document du Projet, un contrat de financement a été établi entre le PNUD et le WWF mais ce document, qui contractuellement devrait régir toutes les relations entre les deux parties dans le cadre de ce projet, n'a pas toujours été utilisé comme il se devait. Pour améliorer, dans le NGO-Execution, le contrat de financement doit reprendre les différentes clauses des procédures des deux parties qui seront adoptées dans la mise en œuvre du projet en bien stipulant les obligations de chacun. Régulièrement, le contenu du contrat de financement peut et doit être revu de façon à améliorer la manière de travailler et pour intégrer les nouvelles clauses procédurales au lieu que cela ne soit pas juste dicté unilatéralement par l'une des parties.



6. Genre

La plupart des axes stratégiques de mise en œuvre du projet tient compte des aspects genre et tend à assurer l'équité entre le genre et soutient la participation des populations vulnérables dans la mesure du possible.

Sur les 542 paysans impliqués dans la première campagne agricole, 38% sont des femmes. En deuxième campagne de test, 218 sur 420 paysans testeurs sont des femmes.

Sur les 15 groupements de paysans impliqués, 5 sont des groupements de femmes (tisserandes et maraîchères) même si des hommes les ont intégrés plus tard.

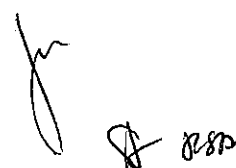
A part l'élevage ovin et caprin, toutes les activités génératrices de revenu promues par le projet sont soit mixtes (culture vivrière, culture de rente, etc.) soit destinées pour les femmes (tissage de ver à soie, séchage de fruit, etc.).

7. Coopération Sud-Sud

Le projet a participé à une conférence internationale sur la conservation du sol organisé par l'International Soil Conservation Organization (ISCO) en Colombie en juillet 2013. Une publication, développée et présentée par le projet en forme de poster géant est parue dans le journal scientifique de l'ISCO. Un partenariat est en cours de développement avec l'IECA, un organisme œuvrant dans le domaine de la conservation du sol et la promotion de l'Agriculture de conservation.

Le projet est affilié au réseau africain sur la lutte contre la désertification TerrAfrica et suite aux recommandations de la Conseillère Technique en SLM auprès du GEF, des prises de contact ont été entamées pour solliciter l'appui de la TerrAfrica pour la formulation du document cadre stratégique sur les investissements du pays (CSIF). La TerrAfrica a répondu positivement à la sollicitation mais c'est la Partie Nationale qui n'a pas poursuivie les négociations pour différentes raisons.

Etant mis en œuvre par WWF qui est un organisme international présent dans plusieurs pays, le projet a aussi participé au développement d'un guideline et stratégie du Réseau WWF pour l'agriculture durable. Un atelier, organisé en Inde en Novembre a permis un échange avec des pays du Sud tels que la Colombie, le Brésil et l'Inde.





Au service
des peuples
et des nations

RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT DE PROJET

Business Unit : MDG10

Award ID : 00058335

Titre du Projet /Programme : Stabilisation des populations rurales à travers des systèmes de gestion durable et de gouvernance locale des terres dans le sud de Madagascar (SLM)

Partenaire de mise en œuvre : World Wide Fund for Nature (WWF)

Date de début du projet : Juillet 2010

Date de fin du projet: Juin 2014

Section 1. Mise en œuvre du projet

A. Mise à jour des risques du projet

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Reprises du management / confirmation	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Environnemental	Juillet 2010	<p>Perturbations climatiques majeures comme la sécheresse et les cyclones extrêmes avec ses lots de pénuries et dégâts: aliments, semences, inondation, etc.</p> <p>En Q2 et Q4, des pluies torrentielles de 20 à 30 mm ont été enregistrées dans les 4 communes (sauf Androka) – parfois accompagnée de grosse grêle à Ampanihy, Maniry et Ankilizato. Androka a eu une pluviométrie médiocre en 2013.</p> <p>Toutefois, ces pluies n'ont même pas atteint une totale de 100 mm entre Septembre 2012 et Août 2013.</p>	15/12/13	Diffuser au niveau local les prévisions climatiques officielles – installer dans les importants champs-écoles un pluviomètre simple (juin 2013) - transmettre régulièrement les données climatiques relevées dans la station climatique d'Androka à la DGM (opérationnelle depuis 2011) pour améliorer la précision des prévisions - promouvoir les techniques agricoles plus adaptées aux sécheresses et encourager/soutenir les paysans victimes des inondations pour réinstaller les champs	Oui	Gestionnaire du projet
	Mars 2013	L'attaque acridienne fait très souvent rage après le passage des cyclones qui ont emmené beaucoup d'eau.	15/12/13	Prendre contact avec le CNA pour intensifier la surveillance et la contre-attaque - le PCA serait en	Non	Gestionnaire du projet

Sécurité	Jun 2012	La prolifération acridienne n'a pas été intense comme crainte à ses débuts.	15/12/13	visite dans la zone du projet en fin avril 2013	Oui	Gestionnaire du projet
		L'insécurité règne sur la Route Nationale 10 – moins intense durant le dernier semestre 2013 mais les consignes restent en vigueur car rien n'est sûr. L'insécurité sur la route concerne aussi la circulation des voitures non conformes (camion sans frein, chauffeur en état d'ivresse, etc.) sur l'axe Ampanihy – Androka.		Les informations sur la sécurité sont mises à jour régulièrement et les mesures de sécurité renforcées. La majorité des opérations financières du projet seront désormais traitées au niveau de Toilara pour réduire le montant des cash détenus par les employés Les chauffeurs sont sensibilisés à être vigilant par rapport aux voitures non conformes aux règles de circulation – surtout les vendredis (jour de marché d'Androka) sur l'axe Ampanihy-Androka		
Politique	Novembre 2011	2013 a été effectivement une année électorale avec une prolongation des perturbations socio-économiques nationales bien que les interlocuteurs pour les décisions stratégiques au niveau local plus ou moins stable; Certaines activités impliquant directement les autorités locales,	15/12/13	Renforcer la collaboration avec les services techniques au niveau local et régional et renforcer la responsabilisation de la société civile (association intercommunale, etc.). Sensibiliser l'équipe sur les mesures particulières en	Non mais à suivre de près	Gestionnaire du projet

		du district et régionales (résultat 2 du projet) ne sont pas abordées		période électorale. Replanifier les activités délicates en période électorale.	
--	--	---	--	---	--

B. Mise à jour des problèmes du projet

Type	Date apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
01_Demande_de_changement	Juillet 2012	1- Prolongement du projet avec le cofinancement de PNUD: Après deux années de mauvaises performances dues aux différents problèmes financiers, le projet compte demander une prolongation de la durée de mise en œuvre de deux années supplémentaires. Le problème est que le projet a déjà atteint un décaissement d'environ 34% du budget total offert par GEF.	20/12/13	En mars 2009, le PNUD s'est engagé à cofinancer le projet à raison de 300 000 USD et commençant cette année, une partie du cofinancement a été alloué au budget annuel du projet. WWF aussi, a trouvé un cofinancement de 150 000 USD d'avril 2013 jusqu'en fin juin 2015 pour des actions spécifiques à Maniry. Le projet demande alors l'aide du PNUD et du MEF pour aider le projet à lever des fonds complémentaires pour permettre au projet de continuer et finaliser les activités planifiées pour deux autres campagnes agricoles supplémentaires. La réponse à la demande est négative et au contraire, une clôture avant terme du projet a été enclenchée en décembre 2013 sans	Non	Gestionnaire du projet

			<p>qu'il y ait eu une évaluation du projet pour constater la situation réelle du projet.</p>	
<p>2- L'équipe de gestion du projet ne maîtrise pas les procédures de gestion de projet de PNUD et de GEF. Il aurait été préférable que les lignes les plus importantes aient été abordées et les modes de collaboration aient été mieux définies durant la phase de démarrage.</p> <p>Le projet a demandé à ce que les interlocuteurs du projet au sein de PNUD et de GEF soient plus explicatifs et informatifs concernant les procédures en vigueur ou nouvellement établies. Le projet a aussi demandé à ce que les requêtes de gestion provenant de PNUD et de GEF soient plus anticipées (donner le temps nécessaire à l'équipe de gestion du projet pour répondre à la requête avec qualité) et si possible consultatives.</p> <p>Le projet a demandé à ce que des communications constructives soient renforcées et à participer à des sessions de renforcement de capacités sur les modes de travail / procédures de PNUD</p>	<p>Des séances de travail ont été effectuées pour viser à toujours améliorer l'échange et la collaboration entre l'équipe de mise en œuvre du projet et PNUD. Le personnel du projet a pu participer à quelques formations sur le transfert de fonds (HACT, etc.).</p>	<p>Oui</p>		<p>Gestionnaire du projet et Financier du projet</p>
<p>3- L'établissement des budgets annuels depuis l' inception workshop du projet jusqu'à présent n'a pas suivi le budget global et les instructions du Document du projet tel que le</p>	<p>Le PNUD ne peut plus corriger les données financières enregistrées dans leur système Atlas. Le budget initial dans le document du projet ne peut pas être amendé que suite à</p>	<p>Non</p>	<p>20/12/13</p>	<p>Financier du Projet</p>
<p>Juillet 2012</p>				
<p>Janvier 2013</p>				

		<p>budget alloué à la gestion du projet est maintenant en dépassement de plus de 285% du budget total alloué. Le problème vient d'une mauvaise affectation des dépenses depuis le début et aussi que les taux salariaux ont beaucoup augmenté après les inflations entre 2009 et maintenant. Le projet a demandé à ce que les rapports financiers soumis soient corrigés conformément au document du projet mais les données qui sont maintenant enregistrées dans l'Atlas ne sont plus modifiables. Le projet a aussi demandé, à quand même établir un rapport financier corrigé pour la période 2010-2012 et que ce rapport corrigé sert de référence pour le suivi budgétaire du projet. Le projet a aussi demandé à ce que ce budget soit réajusté pour intégrer les hausses des salaires et aussi le coût de fonctionnement du COPIL.</p>		<p>une évaluation à mi-parcours et à une consultation du COPIL</p>	
<p>Décembre 2012</p>		<p>4- Les indicateurs du M&E plan ont été revus avec Fabiana Issler lors du PIR 2012 (cf. PIR envoyé par Fabiana). Il a été question de finaliser, voire revoir le M&E Plan lors de la revue conjointe à Mantasoa. L'expert en M&E du PNUD a revu les indicateurs dans le PTA 2013 en décembre 2012 et le projet a sollicité cet expert pour appuyer le projet à finaliser ce M&E Plan mais la requête est restée sans réponse. Le PMU demande à ce que les indicateurs finaux retenus soient régularisés de</p>	<p>20/12/13</p>	<p>A la demande de PNUD, un tableau récapitulatif des indicateurs a été établi. Le spécialiste en M&E du PNUD a offert son appui et a demandé le document récapitulatif des indicateurs pour les analyser et apporter ses recommandations. Le document lui a été transmis et le projet attend toujours ses recommandations. Les indicateurs révisés en PIR 2012 ont été retenus pour le PIR 2013 et seront sûrement</p>	<p>Non</p> <p>Gestionnaire du Projet</p>

		<p>budgetaire du PNUD qui doit assurer la plus grande partie des budgets nécessaires pour 2014 étant donné que les fonds alloués par GEF sont pratiquement épuisés.</p> <p>WWF, n'ayant pas le choix, accepte la proposition du PNUD mais demande à ce que la clôture soit précédée de manière à assurer la capitalisation des acquis depuis le début du projet et que les procédures de désinstallation du projet soient respectées.</p>			
02_Problème	Décembre 2012	<p>1- Le projet attend son évaluation à mi-parcours depuis 2011 – en 2012, GEF Pretoria a demandé à ce que cela soit fait avant la fin 2012 – un projet de TaR a été soumis en octobre 2012 et cela n'a pas eu de suite jusqu'à présent. Cette évaluation a été attendue pour que le projet et le COPIL puisse statuer sur différents points de recadrage sollicités par le projet depuis 2011. Durant la réunion extraordinaire du COPIL restreint organisé par PNUD le 10 décembre 2013, le PNUD a évoqué l'incapacité du projet à atteindre les objectifs fixés. Cette évaluation aurait pu aider à affirmer ou infirmer ce constat. Le projet demande à ce que, malgré la rupture précoce du projet, l'évaluation puisse avoir lieu dans les meilleurs délais.</p>	20/12/13	PNUD fera en sorte que l'évaluation (finale) ait lieu durant le premier trimestre 2014	Non
				Gestionnaire du projet	

	<p>2- Des écarts par rapport au document du projet ont été constatés depuis mai 2011 et une note de demande de régularisation et de recadrage du projet a été établie et transmise au PNUD et MEF. Ces points ont été soumis au Comité de Pilotage en 2012 mais le COPIL n'a pas eu le temps de le traiter. Cela a été resourmis au COPIL dans des réunions extraordinaires tenues par niveau géographique : les membres au niveau local et régional ont adopté toutes les propositions d'adaptation mais les membres au niveau local n'a pas pu répondre car le MEF a jugé la tenue de telles réunions contiennent des vices de forme.</p>	<p>Mai 2011</p>	<p>20/12/13</p>	<p>Les points ont été intégrés dans l'ordre du jour lors de la réunion ordinaire du COPIL en Septembre 2013 mais encore faute de temps, cela n'a pas pu être traité. Une autre réunion a été organisée en novembre entre le MEF, le PNUD et WWF : l'équipe du projet a été demandée de fournir toutes les justificatives liées à ces écarts. Cela a été fait mais les écarts n'ont pas toujours été finalisés.</p>	<p>Non</p>	<p>Gestionnaire du Projet</p>
<p>Décembre 2012</p>	<p>3- Les travaux de construction des CEP sont pratiquement terminés – le délai de garanti est de un an après les réceptions provisoires – une retenue de garantie de 5% devrait être payée aux entreprises à la réception définitive en décembre 2014. Or, le projet, ayant été clôturé, ne sera plus là pour payer.</p>	<p>Décembre 2012</p>	<p>20/12/13</p>	<p>PNUD n'a pas encore statué sur la question : l'option est de raccourcir de 6 mois le délai de garantie ou PNUD, d'une manière ou d'une autre confie à WWF la somme des retenues de garantie pour WWF, avec qui les entreprises ont contracté, paie les retenues après la réception définitive.</p>	<p>Non</p>	<p>Gestionnaire du projet</p>

Section 2. Progression des produits

Project ID : 4.4-2.1
(Anosy)

Description : Un nouveau système de gestion durable des terres est mis en place dans le Sud (Androy et

Longue description : Des connaissances seront générées et exploitées pour élaborer des systèmes de gestion de la terre et du bétail qui augmentent la productivité tout en réduisant la dégradation des terres et les conflits sur les ressources.

Baseline [Année]:0 (2010)

Indicateurs 1 : Nombre de localités où un système est mis en place et opérationnel

Cibles 2013 : Réalisation des tests sur les cinq communes cibles: Androka, Marolinta, Ampanihy, Ankilizato, Maniry

Moyens de vérification: Visite sur terrain et rapport du projet

Etat d'avancement: Le test du modèle SLM est effectué dans 15 localités des 5 communes pour les différentes actions composant le modèle SLM

Indicateurs 2: Superficie exploitée suivant le SLM pendant la phase test

Cibles 2013 : 29 Ha

Moyens de vérification: Visite sur terrain et rapport du projet

Etat d'avancement: 29 ha de parcelles de test ont été mises en place – test effectué pour la première campagne – deuxième campagne de test lancé sur 33 Ha

Indicateurs 3: Nombre de fermes école mises en place pendant la phase test

Cibles 2013 : 4

Moyens de vérification: Visite sur terrain et rapport du projet

Etat d'avancement: 3 fermes écoles installées – test en cours

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 4-4.2.1.1

Longue description : Des modèles reproductibles de SLM sont développés pour les communes cibles, qui sont représentatives des principales sous-régions agroécologiques du Sud de Madagascar

Pour 2013, l'objectif est la publication, la diffusion et la mise en œuvre des modèles et les techniques clé dans les communes concernées.

Cette année, le projet testera pour la première fois les modèles développés en 2011 et procédera au premier affinage. Un guide méthodologique sera élaboré pour montrer comment les modèles SLM contribueront à l'amélioration de l'Agriculture, la diminution de l'insécurité alimentaire notamment durant les périodes de soudure et à l'adaptation des modes d'agriculture au changement climatique et la diminution du taux de migration humaine dans les communes ciblées. Ces modèles devront être soutenus par des données et scénarios quantitatifs.

Date de début : Mai 2010

Date de fin : Mai 2014

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Contribution des paysans dans la mise en œuvre du test que ce soit au niveau groupement ou au niveau individuel	Août 2013	Satisfait Date: 31/08/13 – score : 8	Conforme au budget date : 31/12/13 score : 8	Dans le temps Date : 31/08/13 Score : 7
Les bénéficiaires cibles auront plus de rendement	Août 2013	Satisfait	Conforme au budget	Dans le temps

avec les nouvelles pratiques promues	Date : 31/08/13 – score : 7	date : 31/12/13 score : 8	Date : 31/08/13 Score : 7
<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : 4.4.2.1.2</p> <p>Longue description : Identification et mise en œuvre d'au moins 3 AGR par commune ciblée pour accroître les activités économiques au niveau commune</p> <p>Pour ce résultat, un consultant national sera recruté pour un mois pour établir un business plan et un plan de renforcement de capacités pour chaque AGR priorisée. Les AGR identifiées en 2012 seront priorisées officiellement par le staff communal et les chefs fokontany. Le projet commencera alors la promotion de ces AGR en mettant en œuvre les plans de renforcement de capacités et les business plans. Dans la mise en œuvre des AGR les femmes et les groupes vulnérables doivent être priorisés.</p> <p>Date de début : Octobre 2011 Date de fin : Juin 2014</p> <p>% Progression jusqu'à ce jour : 80%</p>			
Résultats des activités			
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)
Les paysans développent l'esprit d'entrepreneuriat	Novembre 2013	Moyennement Satisfait Date : 15/11/13 – score:6	Conforme au budget Date: 31/12/13 Score : 8
<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : 4.4.2.1.3</p> <p>Longue description : Des techniques performantes et rentables pour la stabilisation des dunes de sables blancs Littoral AEZ (zone agroécologique)</p>			
		Respect des délais (date et score)	Dans le temps Date : 30/11/13 Score : 6

sont développées

Pour 2013, l'objectif est de contribuer à la fois à la stabilisation des terres sablonneux à travers la culture de Ricin (une des AGR promues) en combinaison avec d'autres cultures (céréales, légumes, patates douces etc.) et de mettre à la disposition des différents acteurs et décideurs politiques un outil d'aide à la décision concernant la stabilisation des dunes vives.

En se basant sur les résultats des études sur la filière ricin effectuées en collaboration avec ISTOM Paris et l'Université de Toliara, le projet accompagnera les groupements de paysans testeurs qui testeront la stabilisation de petites dunes par la plantation de ricin associée à la culture vivrière ciblée. La société Phileol est un des partenaires privés pour cette action mais le projet restera ouvert à toutes autres opportunités de mise en marché jugées pertinentes et durables. WWF établira une convention de collaboration spécifique avec Phileol pour la culture du ricin (AGR) sur les terres sable blanc. Des leçons apprises sur la stabilisation de ces terres sables blanc, à travers la culture de Ricin, seront diffusées. Etant donné qu'un programme de lutte contre la pauvreté (MSDLSP) mis en œuvre par PNUD dans la région Androy a beaucoup avancé dans l'accompagnement de paysans producteurs de ricin (appui technique, matériel, organisationnel), le projet capitalisera les acquis de ce programme et envisagera selon sa pertinence une collaboration avec ce programme et/ou avec ces partenaires de mis en œuvre.

L'étude scientifique sur la dynamique des dunes vives effectuée par une équipe d'étudiants en troisième cycle et des enseignants experts sera poursuivie et finalisée. Cette étude indiquera si les actions de stabilisation de dunes vives proposées dans le document du projet sont pertinentes et coût-efficaces et si ce sera le cas, l'étude donnera des recommandations pratiques sur les manières et les conditions de mis en œuvre des actions de stabilisation de dunes.

Ainsi, cette année, le projet focalisera les tests sur les terres sables blancs des paysans et planifiera les actions futures selon les résultats de cette étude.

Date de début : Janvier 2012 Date de fin : Juin 2014

% Progression jusqu'à ce jour : 95%

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources	Respect des délais (date et score)